

RCS : LIMOGES
Code greffe : 8701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LIMOGES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1990 B 00125
Numéro SIREN : 377 573 514
Nom ou dénomination : LIMOUSINE DE GESTION ET D'INVESTISSEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 20/07/2021 sous le numéro de dépôt 3965



KPMG S.A.
Limousin Vienne
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

JPA Limoges
48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

Groupe LGI

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020
Groupe LGI
123 route de Feytiat - 87000 Limoges
Ce rapport contient 27 pages



KPMG S.A.
Limousin Vienne
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

JPA Limoges
48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

Groupe LGI

Siège social : 123 route de Feytiat - 87000 Limoges
Capital social : € 300 000

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Assemblée Générale de la société LGI

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société LGI relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

- La note I de l'annexe des comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables retenues par le groupe. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans cette note de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- La note I – 2 – 2 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'amortissement des écarts d'acquisition positifs. Nous nous sommes assurés que le traitement retenu était conforme à l'application du règlement ANC 2015-07.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles

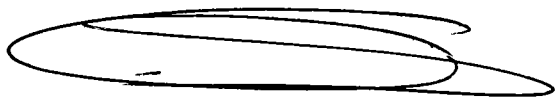
de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les commissaires aux comptes,

Limoges, le 21 juin 2021
KPMG S.A.
Département de KPMG S.A.

Limoges, le 21 juin 2021
JPA Limoges



Sébastien Guérit
Associé



Richard Bonnet
Commissaire aux comptes

GROUPE PERICAUD – SAS LGI

Comptes consolidés au 31 décembre 2020

(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

BILAN CONSOLIDE LGI - ACTIF (en milliers d'euros)	Montants nets au 31/12/2020	Montants nets au 31/12/2019	Montants nets au 31/12/2018	Montants nets au 31/12/2017
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>				
- Ecart d'acquisition	2 078	2 134	2 153	2 189
- Immobilisations incorporelles	62	50	25	32
- Immobilisations corporelles	2 060	2 255	2 526	2 392
- Immobilisations financières	526	540	462	417
- Titres mis en équivalence	-	-	-	-
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE	4 726	4 979	5 166	5 030
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
- Stocks et en-cours	27 206	33 561	33 550	32 185
- Clients et comptes rattachés	3 595	4 138	4 392	3 265
- Autres créances	4 537	4 004	3 612	3 728
- Valeurs mobilières de placement				
- Disponibilités	3 064	999	267	1 002
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	38 402	42 702	41 821	40 182
COMPTES DE REGULARISATION ET ASSIMILES	580	901	845	747
TOTAL DE L'ACTIF	43 708	48 581	47 831	45 959

BILAN CONSOLIDE LGI - PASSIF (en milliers d'euros)	Montants nets au 31/12/2020	Montants nets au 31/12/2019	Montants nets au 31/12/2018	Montants nets au 31/12/2017
<u>CAPITAUX PROPRES (part du groupe)</u>				
- Capital	300	300	300	300
- Réserves	7 801	7 621	7 335	6 920
- Résultat de l'exercice	402	181	286	415
TOTAL CAPITAUX PROPRES PART GROUPE	8 504	8 101	7 921	7 635
<u>INTERETS MINORITAIRES</u>				
- Réserves	162	146	144	61
- Résultat de l'exercice	54	16	1	84
TOTAL CAPITAUX PROPRES PART MINORITAIRES	216	162	146	144
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	8 720	8 264	8 067	7 779
<u>PROVISIONS</u>				
- Provisions pour impôts différés	4	0	0	0
- Provisions pour risques et charges	36	39	39	45
<u>DETTES</u>				
- Emprunts et dettes financières	14 928	16 680	14 709	10 346
- Fournisseurs et comptes rattachés	19 553	23 053	24 025	26 584
- Autres dettes	399	412	722	939
TOTAL DES DETTES	34 879	40 145	39 456	37 869
COMPTES DE REGULARISATION ET ASSIMILES	69	134	270	265
TOTAL DU PASSIF	43 708	48 581	47 831	45 959

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Montants nets au 31/12/2020	Montants nets au 31/12/2019	Montants nets au 31/12/2018	Montants nets au 31/12/2017
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>				
- Chiffre d'affaires net	107 003	125 500	121 967	111 794
- Autres produits d'exploitation	1 861	1 868	1 286	1 524
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	108 864	127 368	123 253	113 317
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>				
- Achats consommés	95 114	113 031	108 955	99 969
- Impôts et taxes	1 304	1 257	1 291	1 028
- Charges de personnel	9 509	10 692	10 955	10 539
- Dotation aux amortissements et provisions	2 017	1 834	1 717	1 418
- Autres charges d'exploitation	81	6	30	26
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	108 024	126 819	122 948	112 980
RESULTAT D'EXPLOITATION	840	549	306	337
RESULTAT FINANCIER	-201	-306	-316	-283
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTREGREES	639	243	-10	54
RESULTAT EXCEPTIONNEL	13	41	308	251
- Participation				
- Impôts sur les bénéfices	176	67	-9	-212
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTREGREES	476	216	307	518
- Quote-part dans les résultats des entreprises mise en équivalence			0	0
- Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition	19	19	19	19
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	456	197	287	499
- Intérêts minoritaires	54	16	1	84
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	402	181	286	415
RESULTAT NET PAR ACTION (en euros)	145,68 €	65,38 €	103,54 €	150,43 €

TABLEAU DE FLUX (en milliers d'euros)	Montants nets au 31/12/2020	Montants nets au 31/12/2019	Montants nets au 31/12/2018	Montants nets au 31/12/2017
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE</u>				
- Résultat net des sociétés intégrées	402	181	286	415
- Dividendes reçus des sociétés en équivalence				
- Dérive de résultat				
- Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	54	16	1	84
- Mises en équivalence				
- Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité				
- Amortissements et provisions	600	579	585	467
- Variation des impôts différés	129	76	2	209
- Plus values de cession	12	0	349	2
<i>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</i>	1 197	852	521	755
- Ecart de conversion sur la marge brute d'autofinancement				
- Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	2 974	1 729	5 211	1 811
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	4 171	- 877	- 4 690	- 1 056
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</u>				
- Acquisition d'immobilisations incorp. et corp.	- 365	- 318	- 717	- 1 252
- Acquisition d'immobilisations financières	- 3	- 102	- 187	12
- Cession d'immobilisations incorp. et corp.		34	9	37
- Cession d'immobilisations financières	5	26	487	- 83
- Incidence des variations de périmètre		0		
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	- 363	- 361	- 408	- 1 287
<u>FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</u>				
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère				- 115
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
- Augmentations de capital en numéraire				
- Emissions d'emprunts	6 000	4 628	2 003	2 365
- Remboursements d'emprunts	- 5 082	- 1 618	- 1 424	- 1 323
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	918	3 010	579	927
VARIATION DE LA TRESORERIE	4 726	1 772	- 4 519	- 1 416
Trésorerie à l'ouverture	- 2 012	- 9 456	- 4 937	- 3 521
Trésorerie à la clôture	2 714	- 2 012	- 9 456	- 4 937
Incidence des variations de présentation		5 672		

GROUPE PERICAUD – SAS LGI

Annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2020

(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros)

I – Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

I – 1. Référentiel comptable

Les comptes du Groupe sont consolidés dans le respect des principes comptables français et sont établis conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 juin 1999 homologuant le règlement CRC n° 99-02.

I – 2. Modalités de consolidation

I – 2 – 1. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Certaines participations répondant à ces critères, mais dont l'importance rapportée aux comptes consolidés n'est pas significative, ne sont pas consolidées. Les titres de ces sociétés et les autres titres de participation figurent pour leur prix d'acquisition, sous déduction le cas échéant des provisions appropriées.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le groupe.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées.

I – 2 – 2. Ecart d'acquisition

L'écart de première consolidation constaté lors d'une prise de participation, égal à la différence, à la date d'acquisition, entre le prix d'achat des titres de participation et les capitaux propres retraités des sociétés achetées, est affecté aux postes appropriés du bilan consolidé, la partie non affectée étant inscrite soit à la rubrique écart d'acquisition à l'actif du bilan, soit en provision pour risques au passif.

Les écarts d'acquisition positifs des filiales consolidées sont amortis sur une durée de 15 ans à compter de la date effective d'acquisition.

Les écarts d'acquisition jugés non significatifs (inférieurs à 50 K€) font l'objet d'une reprise exceptionnelle ou d'une dotation immédiate.

L'application du Règlement 2015-07 a eu pour conséquence la réintégration des parts de marchés qui figuraient sur la ligne fonds de commerce au 31 décembre 2015 en écarts d'acquisition pour un montant net de 898 k€.

Le groupe a choisi de conserver les durées d'utilisation antérieurement déterminées pour tous les écarts d'acquisition inscrits au bilan consolidé à la clôture de l'exercice précédent soit un plan d'amortissement sur 15 ans.

Pour les nouveaux écarts d'acquisition comptabilisés à compter du 1er janvier 2016, le groupe a considéré qu'il n'y avait pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle ils procureront des avantages économiques. Ces écarts d'acquisition ne sont donc pas amortis.

Ils font l'objet d'une dépréciation complémentaire si la valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable.

I – 3. Date de clôture

Les sociétés sont consolidées sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2020.

I – 4. Méthodes et règles d'évaluation

Les comptes sociaux des sociétés consolidées, établis en accord avec les principes comptables et les réglementations de leur pays respectifs, font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes comptables du groupe.

Les comptes consolidés respectent les principes suivants :

- Maintien des coûts historiques,
- Continuité d'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes.

I – 4 – 1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition. Les méthodes et durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels	Linéaire	2 ans
- Droit au bail	Non amorti	
- Fonds de commerce	Non amorti	

Le droit au bail n'est pas amorti compte tenu de sa durée d'utilité non définie. Il fait en revanche l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indicateur de perte de valeur.

I – 4 – 2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont pratiqués selon les normes permises par la législation fiscale et correspondent à la réalité économique. Le plan d'amortissement suivant est appliqué :

- Installations générales	5 à 8 ans
- matériels et outillages industriels	4 à 8 ans
- matériel et transport	3 ans
- matériel de bureau	1 à 5 ans

I – 4 – 3. Immobilisations financières

Ce poste est essentiellement constitué de dépôts et cautionnements versés, n'ayant pas lieu d'être dépréciés, ainsi qu'un compte courant bloqué de 100 K€.

Par ailleurs, il comprend des titres de participation dans les sociétés non consolidées. Ceux-ci figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

I – 4 – 4. Stocks

Les stocks sont évalués de la manière suivante :

- Véhicules neufs : prix d'achat et coût de transport
- Véhicules d'occasion : prix de reprise
- Pièces détachées : coût unitaire moyen pondéré

Une dépréciation est calculée pour les véhicules en fonction de leur valeur possible de réalisation sur le marché.

Le stock de pièces détachées est provisionné en fonction de leur rotation.

La méthode de valorisation des stocks VN et VO du groupe conduit à retenir comme valeur d'inventaire la valeur de réalisation commerciale probable qui prend en compte :

- Les conditions de vente du stock jusqu'à la date d'arrêté des comptes,
- La côte Argus à la clôture de l'exercice, corrigée de la marge supplémentaire escomptée sur le véhicule

I – 4 – 5. Créances clients et comptes rattachés

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est pratiquée dès qu'apparaît une perte probable.

I – 4 – 6. Impôts différés

Conformément aux prescriptions du CRC n°99-02, le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- De différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé ;
- De reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société, c'est à dire 26.5 %.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les positions d'impôts différés actives et passives sont compensées par entité fiscale.

I – 4 – 7. Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur d'achat.

I – 4 – 8. Engagements pour indemnités de départ en retraite

Les engagements d'indemnités de départ en retraite au niveau du groupe sont couverts par le versement de cotisations à l'IRP AUTO. Le contrat d'assurance prévoit également le remboursement des charges sociales patronales afférentes à ce départ dans le cas où la demande de la retraite est à l'initiative du salarié.

I – 4 – 9. Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

I – 4 – 10. Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

I – 4 – 11. Retraitement des locations financement

Les biens dont les sociétés ont la disposition par contrat de crédit-bail ou de location financière n'ont pas été retraités dans les comptes consolidés.

Ils sont donc demeurés selon leur nature juridique.

II – Périmètre de consolidation

II – 1. Méthodes de consolidation :

Conformément à l'article L233.19 du nouveau Code de Commerce, les sociétés d'importance non significative sont exclues du périmètre de consolidation.

II – 2. Liste des sociétés consolidées :

1 – Société Consolidante

	Siège	N° Siren
SAS LGI	Rue de Feytiat 87000 Limoges	377 573 514 00017

2 – Intégration globale

	Siège	N° Siren	% intérêts
SAS PERICAUD AUTOMOBILES	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	40302687500019	99.97 %
SAS ESPACE PERICAUD AUTOMOBILES	Rue Amédée Bollée 87000 Limoges	41884509500011	99.34 %
SAS PERICAUD	1 Rue Edouard Goursat 87280 Limoges	32068645400044	99.62 %
LEMOVICES HOLDING PARTICIPATIONS	123 Rue de Feytiat 87000 Limoges	82267856100017	80.00 %
APS AUTOMOBILES SAS	60B Avenue de la Loge 86440 Migné-Auxances	34920320800054	80.00 %
ETS AUTOMOBILES SAS	19 Rue de Geneteau 79182 Chauray	50950461900032	80.00 %
SAS FONTENAY AUTOMOBILES	39 Route de Fontenay 85200 Pissote	53126555100014	80.00 %

3 – Mise en équivalence

Néant

4– Sociétés non consolidées

Néant

III – Comparabilité des comptes et faits majeurs

III – 1. Acquisitions :

Néant

III – 2. Cessions et restructurations :

Néant

III – 3. Faits majeurs :

Face à la crise sanitaire mondiale liée au virus Covid-19 arrivée en Europe début 2020, des mesures restrictives fortes ont été progressivement prises par le Gouvernement Français pour stopper la propagation de l'épidémie, avec sur une première période, une fermeture des établissements recevant du public par arrêté du 15 mars 2020 et un confinement de la population décidé par le décret n°2020-260 du 16 mars 2020 puis, sur une seconde période, des mesures comparables ont été ordonnées par le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020.

Des mesures spécifiques destinées à préserver l'emploi et l'activité économique ont été mises en place, telles que le report de délais d'échéances sociales, d'échéances d'emprunts et de leasing ainsi que la possibilité de recourir à des prêts bancaires garantis par l'Etat et à l'activité partielle.

Pendant la première période, plusieurs sociétés de notre groupe ont été contraintes de suspendre leur activité de ventes de véhicules neufs et d'occasion du 17 mars 2020 au 11 mai 2020 puis du 29 octobre 2020 au 28 novembre 2020.

Pour compenser les effets de ces fermetures successives, les sociétés de notre groupe ont pu :

- Bénéficier du dispositif d'activité partielle,
- Bénéficier d'un report de leurs échéances sociales qui représente entre mars et novembre 2020 la somme de 1 570 925 euros au 31 décembre 2020, dont 1 319 606 € remboursable à plus d'un an.
- Demander à bénéficier d'un décalage de 6 mois sur leurs échéances d'emprunts,
- Bénéficier d'un abandon de 6 mois de loyers,
- Souscrire des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour un montant total de 6 000 000 € auprès de leurs partenaires bancaires.

À la date de clôture des comptes, sans que la continuité d'exploitation de l'entité ne soit remise en cause, ces événements ont été pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs figurant dans les états financiers. Les conséquences financières de cette crise ont été comptabilisées en résultat d'exploitation à l'exception des éléments qui auraient été comptabilisés en résultat exceptionnel ou financier en dehors du contexte actuel.

IV – Détail des principaux postes du bilan et du compte de résultat

IV – 1. Immobilisations incorporelles :

Immobilisations brutes	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmen-tations	Diminu-tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	0					0
Fonds de commerce	0					0
Concessions, brevets	105	22	(5)			122
Ecart d'acquisition	2 411					2 411
Autres	16					16
TOTAL	2 532	22	(5)	0	0	2 549

Amortissements	Valeurs au début de l'exercice	Augmen-tations	Diminu-tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	0					0
Fonds de commerce	0					0
Concessions, brevets	(71)	(11)	5			(77)
Ecart d'acquisition	(278)	(55)				(333)
Autres	0					0
TOTAL	(348)	(66)	5	0	0	(410)

Détails du poste fonds de commerce (hors survaleurs amortissables) :

Entreprises concernées	Date d'acquisition	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes
Périckaud Automobiles Land Rover Limoges	2001	115		115
Espace Périckaud Auto Saab Limoges	1998	9	4	4
Espace Périckaud Auto Mitsubishi Limoges	2006	76		76
Espace Périckaud Auto Subaru Limoges	2016	186	108	78
Espace Périckaud Auto Jeep Limoges	2018	45		45
Périckaud SAS Seat Skoda Limoges	1993	15		15
Périckaud SAS Seat Skoda Brive	2004	108		108
Périckaud SAS VW-Audi-VUL	2009	500		500
Périckaud SAS Seat Skoda Angouleme	2015	80		80
APS Ford Poitiers	2016	120		120
ETS Ford Niort	2016	292		292
Fontenay Auto Ford Pissotte	2016	92		92
Total		1 638	112	1 525

IV – 2. Immobilisations corporelles :

Immobilisations brutes	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmen-tations	Diminutions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Terrains	79					79
Constructions	2 581	47	(8)			2 619
Installations techniques	1 897	74	(74)			1 897
Autres immobilisations corporelles	2 764	192	(52)	41		2 945
Immobilisations en cours	41	30		(41)		30
TOTAL	7 361	343	(134)	-	-	7 570

Amortissements	Valeurs au début de l'exercice	Augmen-tations	Diminu-tions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs à la fin de l'exercice
Terrains	(53)	(6)				(59)
Constructions	(1 626)	(192)	8			(1 809)
Installations techniques	(1 609)	(110)	74			(1 645)
Autres immobilisations corporelles	(1 819)	(229)	52			(1 996)
Immobilisations en cours	0					
TOTAL	(5 106)	(538)	134	0		(5 510)

IV – 3. Immobilisations financières :

Immobilisations brutes	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs brutes à la fin de l'exercice
Titres de participation	0					0
Actifs en cours de cession	0					0
Titres mis en équivalence	0					0
Autres immobilisations financières	539	3	(16)			526
TOTAL	540	3	(16)	0	0	526

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements 425 K€ ainsi qu'un compte courant bloqué de 100 K€.

Amortissements et provisions	Valeurs au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Autres	Variations de périmètre	Valeurs à la fin de l'exercice
Titres non consolidés	0					0
Autres immobilisations financières	0					0
TOTAL	0	0	0	0	0	0

IV – 4. Stocks :

	Valeurs brutes 31.12.2020	Dépréciations	Valeurs nettes 31.12.2020	Valeurs nettes 31.12.2019
Matières premières				
En cours	60		60	93
Produits finis				
Marchandises	28 468	(1 323)	27 145	33 469
TOTAL	28 529	(1 323)	27 206	33 561

IV – 5. Créances :

	Valeurs brutes 31.12.2020	Dépréciations	Valeurs nettes 31.12.2020	Valeurs nettes 31.12.2019
Avances et acomptes versés	85		85	46
Clients et comptes rattachés	3 708	(114)	3 594	4 138
Comptes courants débiteurs				
Débiteurs divers	3 231	(8)	3 224	2 833
Créances IS	688		688	735
Créances sociales et fiscales	540		540	390
Charges constatées d'avance	509		509	705
Impôt différé actif	71		71	196
Valeurs brutes	8 833	(121)	8 712	9 042

Echéancier des créances

	Valeurs brutes	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes versés	85	85	
Clients et comptes rattachés	3 708	3 677	31
Comptes courants débiteurs			
Débiteurs divers	3 231	3 231	
Créances IS	688	347	341
Créances sociales et fiscales	540	540	
Charges constatées d'avance	509	509	
Impôt différé actif	71	36	35
TOTAL	8 833	8 426	407

IV – 6. Capitaux propres :

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (Part de Groupe)									Minoritaires
	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Autres			Total des capitaux propres	
					Ecart de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Total Autres		
Situation à la clôture 2016	300	518	5 910	607			0	7 335	66
Autre		-115						-115	-6
Résultat 2016		118	489	-607				0	
Résultat 2017				415				415	84
Distributions								0	
Situation à la clôture 2017	300	521	6 399	415	0	0	0	7 635	144
Autre								0	
Résultat 2017		35	380	-415				0	
Résultat 2018				286				286	1
Distributions								0	
Situation à la clôture 2018	300	556	6 779	286	0	0	0	7 921	145
Autre								0	
Résultat 2018		178	108	-286				0	
Résultat 2019				181				181	17
Distributions								0	
Situation à la clôture 2019	300	734	6 887	181	0	0	0	8 102	162
Autre								0	
Résultat 2019		87	94	-181				0	
Résultat 2020				402				402	54
Distributions								0	
Situation à la clôture 2020	300	821	6 981	402	0	0	0	8 504	216

IV – 7. Provisions pour risques et charges :

A – Détail des provisions pour risques et charges

	31.12.2020	31.12.2019
Provisions pour litiges	0	0
Provisions pour garanties données	11	15
Provisions pour restructurations		
Provisions pour autres risques et charges	25	25
TOTAL	36	39

B – Flux des provisions

Provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Autres	Variations de périmètre	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges	39	11	(15)			36
Ecarts d'acquisition négatifs						
Impôts différés passifs						
TOTAL	39	11	(15)			36

IV- 8. Dettes financières :

A – Détail et échéance des dettes financières

	31.12.2020	31.12.2019
Concours bancaires à court terme	350	3 011
Emprunts à moins d'un an	1 559	1 498
Emprunts à plus d'un an et moins de 5 ans	12 472	11 189
Emprunts à plus de cinq ans	554	979
Crédit bail immobilier		
Crédit bail mobilier		
Emprunt obligataire		
Intérêts courus non échus	2	2
Comptes courants créditeurs		
TOTAL	14 937	16 680

B – Flux des dettes financières

Dettes financières	Montant au début de l'exercice	Augmen- tations	Diminu- tions	Autres	Variations de périmètre	Montant à la fin de l'exercice
Emprunts auprès des Etablissements de crédit	6 225	6 000	(666)			11 559
Dettes participation salariés						
Emprunt obligataire						
Emprunt						
Autres emprunts						
Crédit-bail immobilier						
Crédit-bail mobilier						
Dettes financières diverses	7 441		(4 416)			3 025
Intérêts courus non échus	2	2	(2)			2
TOTAL	13 669	6 002	(5 084)			14 587

NB : la différence avec le détail IV-8-a provient des concours bancaires à court terme et des comptes courants créditeurs.

IV- 9. Contribution au résultat par société :

Catégorie d'engagement	LGI	Péridcaud Auto.	Espace Péridcaud	Péridcaud SAS	LHP	APS	ETS	Font	TOTAL
Résultat social avant retraitements	23	148	-76	139	52	78	225	17	606
(-) Dot Amort/Fds de cce				-19					-19
(+/-) Var Marge/stock									0
(+/-) Provisions/stock									0
(+/-) Var prov IDR									0
(+) ECP									0
(-) ECA									0
(+) Prov ecart de change									0
(+/-) Retraitement Crédit bail									0
(+/-) Var IS de situation									0
(+/-) Var IS différé	-20	-1		-6	-52	0	-49		-129
Distributions intra-groupe/ex	0								0
Autres									0
Total des retraitements	-20	-1	0	-26	-52	0	-49	0	-149
Résultat retraité	3	147	-76	113	-1	78	176	17	457
Intérêts minoritaires/stés en IG		0	0	0	0	-16	-35	-3	-55
Intég proport /MEE (QP exclue)									0
(-) Amort/écart d'acqu. positifs									0
(+) Rep/ecart d'acquisition négatif									0
Résultat consolidé Groupe	3	147	-76	113	-1	62	141	13	402
Rappel Résultat consolidé Groupe N-1	-56	176	-59	53	2	41	56	-33	181

IV- 10. Chiffre d'affaires consolidé :

La société exerce dans un seul secteur d'activité : ventes au détail, en France quasiment exclusivement, de véhicules neufs, d'occasion, de pièces détachées, d'huile et de réparations de véhicules.

Le chiffre d'affaires consolidé 2020 s'élève à 107 003 k euros, soit une diminution de 18 497 k euros par rapport à 2019.

IV- 11. Effectif :

Effectif moyen	31/12/2020	31/12/2019
Cadres	51	54
Agents de maîtrise	62	66
Employés	59	61
Ouvriers	61	72
TOTAL	233	253

IV-12. Preuve d'impôt :

	Base	Impôt
Résultat net à 100% des entreprises intégrées	476	
Charge d'IS social	47	
Charge d'impôt différé	129	
Charge d'impôt	176	
Résultat avant impôt	652	
Impôt théorique calculé		183
Charges non déductibles		1
Divers		-4
Crédit d'impôt		-3
Ecritures de consolidation		-1
Charge d'impôt effective		176

IV-13 : Résultat financier :

Montant en K €	31/12/2020	31/12/2019
Produits financiers		
Autres produits de participation		
Autres produits financiers	3	23
Total	3	23
Charges financières		
Intérêts et charges financiers	204	323
Total	204	323
Résultat financier	(201)	(300)

IV-14. Résultat exceptionnel :

Montant en K €	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels		
Produits except. sur opérations de gestion	0	1
Cessions d'actif incorporel corporel	0	4
Cessions d'actif financier		
Autres produits except.	2	2
Produits except. sur exercices antérieurs	32	58
Total	34	64
Charges exceptionnelles		
Charges except. sur opérations de gestion	1	17
Valeur nette des immobilisations incorp corp cédées	0	4
Valeur nette des immobilisations financières cédées	12	
Dotation prov. Pour risques et charges except.	0	
Autres charges exceptionnelles	8	2
Charges except. sur exercices antérieurs		
Total	21	23
Résultat exceptionnel	13	41

V- Engagements hors bilan :

Dettes garanties par des suretés réelles	Dettes garanties	Montant des sûretés	Valeur comptables nettes des biens donnés en garantie
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit Pericaud Auto	688	1 020	450
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit Espace Pericaud	147	250	78
Emprunts et dettes auprès d'éts de crédit Lemovices Holding Participations	321	560	1 353
	1 156	1 830	1 881

Engagements de reprise	Montant
Engagements de reprise sur véhicules financés par Ford Rent - ETS Automobiles	139
Engagements de reprise sur véhicules financés par Ford Rent - APS Automobiles	195

GROUPE PERICAUD – SAS LGI

Comptes consolidés détaillés au 31 décembre 2020

(Tous les montants sont exprimés en euros)

Bilan Consolidé Actif	MONTANTS BRUTS	AMORT. & PROVISIONS	MONTANTS NETS N	MONTANTS N-1
Total Survaleurs	2 411 442	333 150	2 078 292	2 133 773
Total Capital Souscrit N.A.				
1) Frais d'établissement				
2) Frais de recherche et développement				
3) Concess., brevets	122 060	76 541	45 519	34 067
4) Droit au bail	16 000		16 000	16 000
5) Fonds de commerce				
6) Autres immobilisations incorporelles				
7) Immobilisations incorporelles en cours				
8) Avances et acomptes				
Total Immo. Incorporelles	138 060	76 541	61 519	50 067
1) Terrains	78 901	59 270	19 631	25 849
2) Terrains en crédit bail				
3) Constructions	2 619 286	1 809 393	809 893	955 083
4) Constructions en crédit bail				
5) Installations techniques	1 896 745	1 645 104	251 641	287 917
6) Immobilisations techniques en crédit bail				
7) Autres immobilisations corporelles	2 945 188	1 995 993	949 195	945 580
8) Autres immobilisations corporelles en crédit bail				
9) Immeubles de placements				
10) Immobilisations corporelles en cours	30 010		30 010	40 611
11) Avances et acomptes				
Total Immo. corporelles	7 570 130	5 509 760	2 060 370	2 255 040
1) Tot. tit. partici. cons. IG & IP	400		400	400
2) Créances ratt. part. cons. IG & IP				
3) Créances ratt. part. non cons.	100 000		100 000	100 000
4) Actifs financiers				
5) Autres immos. financières	425 309		425 309	439 229
Total Immo. Financières	525 709		525 709	539 629
Total Titres mis en équivalence				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	10 645 341	5 919 451	4 725 890	4 978 509
1) Stocks Matières Premières				
2) Stocks d'encours	60 458		60 458	92 781
3) Stocks de pdts interm. & finis				
4) Stocks de marchandises	28 468 203	1 322 914	27 145 289	33 468 673
Total Stocks	28 528 661	1 322 914	27 205 747	33 561 454
1) Avances et acomptes versés	84 832		84 832	45 569
2) Clients et comptes rattachés	3 707 806	113 257	3 594 549	4 137 501
3) Créances sociales	25 013		25 013	13 852
4) Créances fiscales	515 273		515 273	375 930
Total Créances d'exploitation	4 332 924	113 257	4 219 667	4 572 852
1) Comptes courants débiteurs	1		1	1
2) Créances sur cessions d'immos				
3) Débiteurs divers	3 231 339	7 500	3 223 839	2 832 992
4) Instruments financiers dérivés				
5) Créances fiscales IS	688 486		688 486	735 387
6) Capital appelé non versé				
7) Compte de liaison actif				
8) Total comptes de régularisation	580 367		580 367	900 731
a) Charges constatées d'avance	509 152		509 152	704 554
b) Charges à répartir				
c) Impôt différé actif SOCIAL				
d) Impôt différé actif CONSO	71 215		71 215	196 174
e) Prime de rmbt des obligations				
f) Ecart de conversion actif				3
Total Créances diverses	4 500 193	7 500	4 492 693	4 469 111
1) Valeurs mobilières				
2) VMP / Actions propres				
3) Disponibilités	3 064 308		3 064 308	999 143
4) Instruments financiers				
Total Trésorerie	3 064 308		3 064 308	999 143
TOTAL ACTIF CIRCULANT	40 426 086	1 443 671	38 982 415	43 602 560
Activités cédées - Actif				
TOTAL ACTIF	51 071 427	7 363 122	43 708 305	48 581 069

Bilan Consolidé Passif	MONTANTS N	MONTANTS N-1
1) Capital	300 000	300 000
2) Primes	517 787	517 787
3) Ecart de réévaluation		
4) Réserve légale	30 000	26 687
5) Réserve statutaire		
6) Réserves réglementées		
7) Autres réserves	303 090	215 839
8) Titres d'autocontrôle		
9) Réserves consolidées	6 950 617	6 860 657
10) Report à nouveau		
11) Acomptes sur dividendes		
12) Provisions réglementées		
13) Subventions		
CAPITAUX PROPRES EN VALEUR HISTORIQUE	8 101 494	7 920 970
1) Ecart conversion capitaux propres AN		
2) Ecart conversion capitaux propres de l'année		
3) Ecart de conversion cumulé zone Euro		
CAPITAL ET RESERVES	8 101 494	7 920 970
RESULTAT DE L'EXERCICE	402 236	180 518
Ecart de conversion sur le résultat		
CAPITAUX PROPRES - PART GROUPE	8 503 730	8 101 488
1) Résultat des minoritaires	54 020	16 362
2) Réserves des minoritaires	162 028	145 667
CAPITAUX PROPRES - MINORITAIRES	216 048	162 029
TOTAL CAPITAUX PROPRES	8 719 778	8 263 517
AUTRES FONDS PROPRES		
1) Provisions impôts différés sociaux		
2) Provision impôts différés conso.	4 439	
3) Provision pour risques & charges	35 633	39 234
<i>Dont Provisions pour risques des titres mis en équivalence</i>		
4) Ecart d'acquisition négatif		
PROVISIONS	40 072	39 234
1) Emprunts obligataires convertibles		
2) Autres emprunts obligataires		
3) Emprunts auprès établ. de crédit	11 559 117	6 225 003
4) Emprunts auprès établ. de crédit courants		
5) Dettes participation salariés		
6) Dettes financières diverses	3 025 108	7 441 227
7) Dettes financières crédit bail		
8) Concours bancaires courants	350 429	3 011 249
9) Instruments financiers		
10) Total ICNE	1 876	2 179
DETTES FINANCIERES	14 936 530	16 679 658
1) Fournisseurs	14 456 628	19 053 665
2) Avances et acomptes reçus / com.	691 335	947 173
3) Dettes sociales	3 259 338	1 639 681
4) Dettes fiscales	1 145 636	1 412 650
DETTES D'EXPLOITATION	19 552 937	23 053 169
1) Fournisseurs d'immobilisations		
2) Comptes courants créditeurs	72 587	76 743
3) Dettes fiscales (IS)		
4) Dettes diverses	326 178	335 082
5) Instruments financiers dérivés	-9 000	
6) Compte de liaison passif		13
7) Produits constatés d'avance	69 223	133 653
8) Ecart de conversion passif		
DETTES DIVERSES	458 988	545 491
TOTAL DETTES	34 948 455	40 278 318
Activités cédées - Passif		
TOTAL PASSIF	43 708 305	48 581 069

Compte de Résultat Consolidé 1/2	MONTANTS N	MONTANTS N-1
Ventes de marchandises	99 867 819	114 078 932
1) France	99 867 819	114 078 932
2) Etranger		
3) Impact des retraitements de marge		
Ventes de produits	429 684	373 165
1) France	429 684	373 165
2) Etranger		
3) Impact des retraitements de marge		
Ventes de travaux	4 117 753	7 560 292
1) France	4 117 753	7 560 292
2) Etranger		
Ventes de services	2 587 509	3 487 746
1) France	2 587 509	3 487 746
2) Etranger		
Location immeuble de placement		
1) France		
2) Etranger		
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	107 002 765	125 500 135
1) Production stockée	-32 323	58 823
2) Production immobilisée		1 497
3) Produits sur opérations à long terme		
4) Subventions d'exploitation	149 328	177 397
5) Reprises amort. et prov. d'exploitation	1 311 076	1 279 816
6) Autres produits d'exploitation	29 656	2 803
7) Transfert de charges d'exploitation	403 728	347 383
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	108 864 230	127 367 854
1) Achats matières 1ères & autres appro.	214 581	248 966
2) Variation stocks matières 1ères & aut. appro.		
3) Achats de sous-traitance	1 390 199	1 423 861
4) Achats non stockés, Matériel et Fournitures	737 118	995 275
5) Autres services extérieurs	2 540 755	3 555 012
6) Achats de marchandises	81 707 149	103 562 440
7) Variation stocks de marchandises	6 205 303	40 824
8) Autres charges externes	2 318 459	3 204 349
9) Impôts, taxes et versements assimilés	1 303 654	1 256 695
10) Rémunération du personnel	6 946 598	7 846 980
11) Charges sociales	2 562 188	2 844 976
12) Participation des salariés		
13) Dotations amort. et prov. d'exploit.	2 017 006	1 833 755
14) Autres charges d'exploitation	81 064	5 995
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	108 024 074	126 819 128
RESULTAT D'EXPLOITATION	840 156	548 726
Produits sur opérations en commun		
Charges sur opérations en commun		
1) Total des dividendes		
2) Autres produits de participation		
3) Produits des autres immobilisations financières		
4) Revenus des autres créances et VMP	1 432	22 917
5) Escomptes obtenus	110	107
6) Gains de change		
7) Produits nets sur cession de VMP		
8) Autres produits financiers	1 068	445
9) Reprises sur prov. et amort. financiers		
10) Transfert de charges financières		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	2 610	23 469

Compte de Résultat Consolidé 2/2	MONTANTS N	MONTANTS N-1
1) Dotation aux prov. & amort. financiers		
2) Intérêts et charges financiers	203 791	300 709
3) Escomptes accordés		
4) Pertes de change		
5) Charges nettes sur cession de VMP		
6) Coût du passage à l'EURO		
7) Autres charges financières	1	28 676
TOTAL CHARGES FINANCIERES	203 792	329 385
RESULTAT FINANCIER	-201 182	-305 916
Produits exceptionnels sur opérat° de gestion	140	984
Produits exceptionnels sur exerc. antérieurs	31 967	57 785
1) Produits de cession d'immo. incorporelles		
2) Produits de cession d'immo. corporelles		3 596
3) Produits de cession des immeubles de placement		
4) Produits de cession d'immo. financières		
5) Produits de cession des titres consolidés		
TOTAL PROD. CESSIION ELTS D'ACTIF		3 596
1) Subventions virées au résultat		
2) Autres produits exceptionnels	1 495	1 713
3) Reprise provisions réglementées		
4) Reprise prov. pour risques & charges except.		
5) Reprise prov. dépréciations except.		
6) Transfert de charges exceptionnelles		
7) Correction d'erreur		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	33 602	64 078
1) Charges exceptionnelles sur op. de gestion	790	17 476
2) Charges sur exercices antérieurs	8 145	
3) VNC des immo. incorporelles cédées		
4) VNC des immo. corporelles cédées		3 597
5) VNC des immeubles de placement cédés		
6) VNC des immo. financières cédées	11 518	
7) VNC des titres consolidés cédés		
TOTAL VNC DES ELTS D'ACTIF CEDES	11 518	3 597
1) Autres charges exceptionnelles	85	2 094
2) Dotation provisions réglementées		
3) Dotation prov. pour risques & charges except.		
4) Dotation prov. dépréciations except.		
5) Correction d'erreur		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 538	23 167
RESULTAT EXCEPTIONNEL	13 064	40 911
Impôts sur les bénéfices	46 901	-8 648
Impôts différés	129 400	76 008
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	475 737	216 361
QUOTE PART RESULTAT M.E.Q.		
RESULTAT NET DES SOCIETES CEDEES		
Amortissement écart d'acquisition	19 481	19 481
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	456 256	196 880
RESULTAT - PART DES MINORITAIRES	54 020	16 362
RESULTAT - PART DU GROUPE	402 236	180 518

Variation des Flux de Trésorerie	EXERCICE N	EXERCICE N-1
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET	402 236	180 518
Part des minoritaires dans le résultat stés intégrées	54 020	16 362
Quote part dans resultat sociétés en équivalence		
Dividendes reçus des sociétés en équivalence		
<i>Elim. des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation</i>		
Dérive de résultat + Résultat de dilution		-2
Dotations aux Amortissements et provisions	614 962	593 882
Reprises des Amortissements et provisions	-14 734	-14 734
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		
Plus et moins values de cession	11 518	1
Impôts différés	129 400	76 008
Subventions virées au résultat		
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	1 197 402	852 035
Variation des frais financiers	109	-562
Variation nette exploitation	3 208 660	-1 076 513
Var° de stock	6 355 707	-11 635
Transferts de charges à répartir		
Var° des Créances d'exploit°	353 185	612 882
Var° des Dettes d'exploit°	-3 500 232	-1 677 760
Variation nette hors exploitation	-235 044	-652 362
Var°des créances hors exploitation	-343 946	1 385 981
Var°des dettes hors exploitation	-22 060	-1 770 377
Comptes de liaison	-13	7
Charges et produits constatés d'avance	130 972	-267 977
Pertes & gains de change	3	4
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	2 973 725	-1 729 437
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 171 127	-877 402
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaisst / acquisition immos incorporelles	-22 300	-39 670
Décaisst / acquisition immos corporelles	-342 832	-278 391
Encaisst / cession d'immos corp et incorp		33 796
Subventions d'investissement encaissés		
Décaisst / acquisition immos financières	-2 920	-102 351
Encaisst / cession immos financières	4 911	25 614
Trésor.nette /acquisitions & cessions de filiales		-300
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-363 141	-361 302
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital ou apports		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		
Dividendes versés aux minoritaires		-26
Variation des autres fonds propres		
Encaissements provenant d'emprunts	6 000 000	4 628 176
Remboursement d'emprunts	-5 082 005	-1 617 697
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	917 995	3 010 453
VARIATION DE TRESORERIE	4 725 981	1 771 749
Incidences des variations de taux de change		
TRESORERIE A L'OUVERTURE	-2 012 106	-9 455 718
Reclassement de trésorerie		5 671 863
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 713 879	-2 012 106